

2 Politique

Dialogue politique

Quelles circonscriptions électorales ?



Vue partielle des représentants de la majorité...



... Et de l'opposition de la commission " Les réformes électorales".

J. KOMBILE MOUSSA-VOU

Akanda/Gabon

Entre les arguments des représentants de la majorité et ceux de l'opposition, difficile de se faire une idée de la carte électorale de notre pays au sortir des assises d'Angondjé.

QUELLES circonscriptions électorales à l'issue des travaux du Dialogue politique ? Cette interrogation est d'autant plus pertinente, que la problématique du redécoupage électoral est largement débattue au sein de la commission "Les réformes électorales" du Dialogue politique et serait, selon plusieurs indiscretions, une source de divergences entre les représentants de la majorité et de l'opposition. Les seconds seraient favorables à un remodelage de la carte électorale, en octroyant davantage de représentants aux zones urbaines au détriment des



Quelques participants à la phase citoyenne.

zones rurales. Alors que les premiers, eux, militeraient pour un savant mélange entre la prise en considération de l'importance des centres urbains et le maintien, dans certaines localités, du nombre des représentants dont elles bénéficient actuellement.

L'argumentaire de l'opposition reposerait, entre autres, sur la nécessité de tenir compte de la croissance sans cesse grandissante de la population dans les principales villes de notre pays, en perpétuelle extension. Alors que la majorité ferait valoir l'importance

de maintenir le lien entre les centres urbains et les zones rurales, en ne donnant pas l'impression que les secondes seraient sous-représentées par rapport aux premières. Derrière cet argumentaire, certains observateurs n'ont pu s'empêcher d'entrevoir

les arrière-pensées politiques des uns et des autres. En ce sens que, selon eux, en plaçant pour la prise en compte de l'accroissement de la population dans les centres urbains, l'opposition espère secrètement en tirer profit en cas d'élections législatives ou locales. Vu que, les principales villes du pays lui sont majoritairement acquises. A l'inverse des zones rurales, elles, plutôt plus "conservatrices", donc plus enclines à soutenir la majorité.

Selon de nombreux politologues, cette situation serait d'autant plus compréhensible que les villes seraient dynamiques et plus ouvertes sur le monde. A l'opposé des bourgades et villages, où les populations seraient très attachées à leurs habitudes, et par conséquent rétives à la modernité et à l'évolution du monde.

Quoiqu'il en soit, on se souvient que les participants à la phase citoyenne du Dialogue national avaient largement plaidé pour un redécoupage électoral, en tenant compte des critères démographiques et géographiques. Au besoin, avaient-ils précisé, en l'ajustant après chaque recensement général de la population. Seront-ils entendus ?

Coalition des associations des jeunes et des femmes du Dialogue politique 747

"Nous voulons nous ériger en véritable force de propositions"

AEE

Libreville/Gabon

LA "Coalition des associations des jeunes et des femmes du Dialogue politique 747", s'est réunie, samedi dernier, sur l'esplanade de la mairie du 5^e arrondissement de la commune de Libreville. L'objectif de ce rassemblement était, premièrement, de fustiger la mise à l'écart de la société civile lors de la plénière clôturant la phase citoyenne du Dialogue politique qui se tient au stade d'Angondjé, dans la commune d'Akanda, au nord de Libreville.

En effet, pour le président de cette plate-forme, Karim Nziengui, au terme des ateliers de la première étape du Dialogue national inclusif et sans tabou, la société civile, de façon arbitraire, a été exclue de la plénière



Karim Nziengui, le président de la coalition des associations de jeunes et des femmes du Dialogue politique 747.

clôturant la phase citoyenne, ne pouvant de ce fait, amender ou adopter le rapport sanctionnant la fin de ces travaux. Une façon de faire que le président de la dite coalition considère comme "injuste". C'est ainsi donc que les associations et autres ONGs ont jugé opportun de se constituer en

coalition, "afin de reproduire, fidèlement, sur la base des contributions des panélistes, le rapport authentique, qui retranscrit (avec exactitude) les (...) différentes réflexions issues de la société civile, en mettant un point d'honneur sur les préoccupations d'ordre social."



Une vue des responsables d'associations et ONG formant la coalition.

Deuxièmement, ce regroupement d'associations, compte s'ériger en véritable force de proposition, pour la défense des intérêts des populations. Pour Karim Nziengui la "Coalition des associations des jeunes et des femmes du Dialogue politique 747", a un caractère républicain, qui prône le

vivre ensemble du peuple gabonais, et surtout leur mieux-être. "Le peuple gabonais, a-t-il déclaré, est fatigué d'être l'objet de manipulation de la part d'hommes politiques, il est temps qu'il fasse désormais entendre ses préoccupations, jusque-là occultées par les politiques dont la seule

ambition a toujours été la quête du pouvoir". Et de poursuivre : "La coalition que je représente compte s'ériger en force de propositions dans la gestion des affaires du pays pour plus d'équité et de justice, en vue de faire du Gabon un havre de paix dans la cohésion sociale et l'unité nationale."